



Actualités politiques

Changements législatifs canadiens ayant un impact sur la violence faite aux femmes

Janvier – juin 2026

Législation

Changements législatifs canadiens ayant un impact sur la violence faite aux femmes au Canada

- **Projet de loi C-221 (Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition [communication de renseignements à la victime])** prévoit la communication à la victime d'une infraction de renseignements concernant la libération provisoire ou la mise en liberté sous condition d'un délinquant. Adopté en deuxième lecture à la Chambre des Communes et renvoyé au Comité permanent de la sécurité publique et nationale. Fév. 2026
- **Projet de loi C-223 (Loi modifiant la Loi sur le divorce [Loi visant à assurer la protection des enfants])** garantit que les conseillers juridiques évaluent les risques de violence familiale, fournissent au tribunal les outils nécessaires pour reconnaître l'impact du contrôle coercitif sur les enfants, tiennent compte de la parole des enfants et empêchent que les décisions parentales ne soient influencées par des mythes ou des stéréotypes concernant la violence familiale. Adopté en deuxième lecture à la Chambre des communes et renvoyé au Comité permanent de la justice et des droits de la personne. Fév. 2026
- **Projet de loi C-225 (Loi modifiant le Code criminel)** vise à lutter contre la violence entre partenaires intimes en créant des infractions spécifiques et en allongeant les durées de détention. Cela inclut la reconnaissance du féminicide et ferait de l'homicide d'un partenaire intime un crime au premier degré de plein droit. A reçu la sanction royale. Juin 2026
- **Projet de loi C-235 (Loi modifiant le Code criminel [prolongation du délai préalable à la libération conditionnelle])** prolonge la période d'inadmissibilité à la libération conditionnelle pour les personnes reconnues coupables de certaines infractions, notamment l'enlèvement, l'agression sexuelle et le meurtre. Examen achevé au sein du Comité permanent de la justice et des droits de la personne. Juin 2026
- **Projet de loi C-236 (Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition et la Loi sur les**

- prisons et les maisons de correction)** ajoute le refus de fournir aux autorités des informations concernant la localisation de corps ou de restes humains comme circonstance aggravante lors de la détermination de la peine et du report de la libération conditionnelle pour toute personne reconnue coupable de certaines infractions. Adopté en deuxième lecture à la Chambre des communes et renvoyé au Comité permanent de la sécurité publique et nationale. *Mars 2026*
- **Projet de loi C-238 (Loi modifiant le Code criminel [ordonnances de dédommagement])** définit certains types de dédommagement à accorder aux personnes qui fournissent des services de première ligne, notamment les services d'urgence et d'aide aux victimes. Adopté en deuxième lecture à la Chambre des communes et actuellement examiné par le Comité permanent de la justice et des droits de la personne. *Juin 2026*
 - **Projet de loi C-246 (Loi modifiant le Code criminel [peines consécutives à l'égard d'infractions sexuelles])** imposait que les peines prononcées pour des infractions sexuelles soient purgées consécutivement. Projet de loi rejeté. *Mars 2026*
 - **Projet de loi C-275 (Loi modifiant le Code criminel [matériel d'agression sexuelle])** érige en infraction le fait de se livrer à certaines activités liées à des enregistrements visuels représentant des actes sexuels non consentis. Adopté en première lecture à la Chambre des communes. *Avr. 2026*
 - **Projet de loi C-277 (Loi prévoyant la réglementation de l'utilisation des hypertrucages en ligne et des mesures connexes relatives à la transparence)** prévoit la réglementation de l'utilisation et de la diffusion en ligne des hypertrucages. Cela permettrait d'instaurer des sanctions administratives pécuniaires afin de favoriser le respect de la réglementation. Adopté en première lecture à la Chambre des communes. *Mai 2026*
 - **Projet de loi C-9 (Loi modifiant le Code criminel [propagande haineuse, crimes haineux et accès à des lieux religieux ou culturels])** érige en infraction pénale le fait d'intimider ou d'entraver l'accès aux lieux de culte, aux écoles et aux espaces communautaires; fait des crimes haineux une infraction spécifique; et érige en infraction le fait d'inciter à la haine contre un groupe identifiable en affichant en public des symboles liés au terrorisme ou à la haine. Les crimes haineux comprennent les crimes fondés sur le sexe et le genre. A reçu la sanction royale. *Juin 2026*
 - **Projet de loi C-12 (Loi concernant certaines mesures liées à la sécurité de la frontière canadienne et à l'intégrité du système d'immigration canadien et d'autres mesures connexes liées à la sécurité)** conserve une grande partie du projet de loi C-2, y compris les dispositions relatives à

l'immigration et au contrôle des frontières, mais en a supprimé certains éléments parmi les plus controversés, notamment les clauses relatives à la vie privée et au partage des données. A reçu la sanction royale. *Mars 2026*

- **Projet de loi C-14 (Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents et la Loi sur la défense nationale [mise en liberté sous caution et détermination de la peine])** vise à renforcer les conditions de mise en liberté sous caution et les peines infligées aux auteurs d'infractions violentes. A reçu la sanction royale. *Juin 2026*
- **Projet de loi C-16 (Loi modifiant certaines lois en matière pénale et correctionnelle [protection de l'enfance, violence fondée sur le sexe, délais et autres mesures])** érige en infraction le fait d'adopter un schéma de comportement coercitif; une infraction de féminicide est également créée et serait passible d'une accusation de meurtre au premier degré. La définition de la diffusion non consentie d'images intimes est élargie pour inclure les hypertrucages et l'extorsion sexuelle. Le délit de harcèlement est modifié afin d'englober la violence fondée sur le genre facilitée par la technologie. La peine applicable en cas d'agression sexuelle dans le cadre d'une procédure sommaire passe de 18 mois à 2 ans moins un jour. Cela comprend également plusieurs modifications visant à protéger les enfants contre les prédateurs, notamment l'extorsion sexuelle, le tourisme sexuel et l'élargissement de la définition des infractions sexuelles commises à l'encontre d'enfants. Enfin, plusieurs modifications concernant les droits des victimes sont proposées, ainsi que des mesures visant à remédier aux retards judiciaires. A reçu la sanction royale. *Juin 2026*
- **Projet de loi C-20 (Loi concernant la constitution de Maisons Canada)** constitue Maisons Canada en tant que société d'État chargée de promouvoir, soutenir et développer l'offre de logements abordables au Canada. A reçu la sanction royale. *Juin 2026*
- **Projet de loi C-34 (Loi édictant la Loi sur la sécurité numérique et de la Loi sur la Commission canadienne de la sécurité numérique, et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois)** vise à promouvoir la sécurité et à réduire les préjudices causés par les contenus en ligne préjudiciables. Cela permettrait également de garantir la transparence et la responsabilité des réseaux sociaux, des agents conversationnels en ligne et d'autres services en ligne. Adopté en première lecture à la Chambre des communes et renvoyé au Comité sénatorial permanent des droits de la personne. *Mai 2026*
- **Projet de loi S-209 (Loi limitant l'accès en ligne des jeunes au matériel pornographique)** érige en infraction le fait pour des organisations de mettre

du matériel pornographique à la disposition des jeunes sur Internet. Adopté en première lecture à la Chambre des communes. *Avr. 2026*

- **Projet de loi S-228 (Loi modifiant le Code criminel [actes de stérilisation])** crée une infraction relative aux actes de stérilisation. En l'absence de consentement valable, ces actes constituent des coups et blessures graves. A reçu la sanction royale. *Juin 2026*
- **Projet de loi S-235 (Loi concernant la Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes)** impose au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile de mettre en œuvre et d'actualiser la stratégie nationale de lutte contre la traite des êtres humains et de s'attaquer aux préjudices causés par ce fléau. Adopté en deuxième lecture au Sénat et renvoyé au Comité sénatorial permanent des droits de la personne. *Mai 2026*
- **Projet de loi S-242 (Loi relative concernant une action nationale pour la prévention de la violence entre partenaires intimes)** prévoit la poursuite de l'action nationale en matière de prévention de la violence entre partenaires intimes. Adopté en première lecture à la Chambre des communes. *Mai 2026*

Consultation

Comité permanent de la condition féminine

- **Maltraitance et vulnérabilité financière des aînées.** Lancement en mars 2026. *En cours*
- **Rôle et capacité des refuges pour femmes et des logements de transition à soutenir les femmes et les filles au Canada.** Lancement en mai 2026. *En cours*
- **Article 810 du Code criminel et sécurité des femmes (engagements de ne pas troubler l'ordre public).** Rapport présenté à l'Assemblée en mai 2026. *En cours*
- **Idéologie antiféministe.** Rapport présenté à l'Assemblée en juin 2026. *En cours*

Publications

Statistique Canada

- **Crimes liés au commerce du sexe au Canada, de 2020 à 2024,** *Fév. 2026*
- **Différences entre les genres observées dans les expériences de violence et de comportements sexuels non désirés au Canada, 2025,** *Mars 2026*
- **Les armes à feu et les crimes violents au Canada, 2024,** *Avr. 2026*

- Nouveaux contacts avec la police chez les enfants et les jeunes victimes de crimes violents, de 2010 à 2024, Avr. 2026
- Les établissements d'hébergement canadiens pour les victimes de violence, 2024-2025, Mai 2026
- Perceptions à l'égard de la violence fondée sur le genre, de l'égalité des genres, de l'identité de genre et de l'expression de genre au Canada, 2025, Mai 2026
- Événements ayant fait de nombreuses victimes déclarés par la police au Canada, 2010 à 2024, Juin 2026

Femmes et Égalité des genres Canada

- Rapport d'étape annuel 2024-2025 sur le Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe, Juin 2026

Hébergement femmes Canada

- L'hébergement sous pression: Réalités de première ligne des maisons d'hébergement au Canada, Mars 2026